Schweizer Bauernverband
Union Suisse des Paysans
Unione Svizzera dei Contadini

sbv | usp | usc

Assemblée des délégué-e-s du 25 novembre 2026

Discours d'ouverture

Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans, chères agricultrices et chers agriculteurs, Mesdames et Messieurs,

Quand est-ce que vous n'avez rien fait pour la dernière fois ? Et je ne parle pas d'attendre le train pendant cinq minutes sans sortir votre portable. Je parle plutôt de ne rien faire pendant un certain temps. Ne pas lire le journal, ne pas répondre aux messages, ne rien préparer. Depuis quand n'êtes-vous pas restés assis et laissé libre cours à vos pensées ? Je suppose que, pour la plupart d'entre nous, cette inaction remonte à bien longtemps. Or, un peu d'oisiveté intellectuelle de temps en temps nous ferait du bien. Nous prenons du recul par rapport au quotidien et voyons des choses qui nous avaient échappé auparavant. C'est justement dans des moments aussi difficiles qu'il serait important de prendre le temps de mettre de l'ordre dans ses pensées et de réfléchir de manière ciblée à la meilleure façon d'aborder l'avenir.

Après cette année agricole difficile marquée par la chaleur extrême, il se peut que des tensions et une pression économique règnent dans de nombreuses exploitations agricoles. L'année 2026 nous aura une fois de plus montré à quel point l'agriculture dépend de la nature. La sécheresse extrême a laissé des traces profondes à bien des endroits. Dans de nombreuses exploitations, l'eau a manqué. Les prairies et les pâturages se sont desséchés, les récoltes ont fait défaut et, dans de nombreuses régions, il a fallu puiser en été déjà dans les réserves de fourrage d'hiver. Les grandes cultures ainsi que la production maraîchère et arboricole ont connu des défis importants. Les répercussions économiques sont considérables et se font sentir dans une situation où de nombreuses exploitations sont déjà sous pression. En parallèle, les exigences et les attentes ne cessent d'augmenter.

Le pire dans cette situation, c'est simplement de travailler encore plus. Donc « Baisser la tête et foncer », comme l'a dit une coureuse bernoise de demi-fond à l'époque. Car nous ne sommes pas dans une course de demi-fond, qui se termine en quelques minutes. Nous devons nous en sortir financièrement et psychologiquement sur le long terme. C'est pourquoi nous devrions prendre le temps d'examiner la situation. Lorsque les soucis financiers prennent le dessus, lorsque le travail devient une source de surmenage permanent ou lorsque le plaisir d'exercer son métier se perd, il est important de demander de l'aide. Auprès de la famille, des collègues, des centres de conseil ou de professionnels spécialisés. Accepter de l'aide n'est en aucun cas un aveu de faiblesse, bien au contraire. Gardez également un œil sur vos voisines et voisins agriculteurs et n'hésitez pas à leur demander s'ils ont besoin d'aide si vous avez l'impression qu'ils ne s'en sortent plus. Sur le site web de l'Union suisse des paysans, nous avons mis à jour la liste des multiples offres de soutien qui existent aux niveaux national et régional. Le surmenage est un sujet majeur dans notre secteur, et particulièrement après cette année. En parler ne doit pas être un tabou.

Dans l'agriculture, nous parlons beaucoup de la résilience de nos exploitations. D'adaptation au changement climatique, d'investissements et de nouvelles technologies. C'est un domaine essentiel ! Mais nous ne devons pas oublier que l'homme lui aussi doit être en mesure de supporter ces charges.

Outre les défis rencontrés dans les exploitations, le contexte politique est une autre source de préoccupations. Là aussi, la situation est tout sauf simple. Le budget fédéral est menacé par des coupes considérables. Les dépenses augmentent et la pression politique en faveur des économies est forte. Le

secteur agricole est une fois de plus visé. On oublie cependant que les dépenses allouées à l'agriculture sont restées globalement stables depuis de nombreuses années, alors que le budget fédéral dans son ensemble a fortement augmenté. Il est inacceptable que la Confédération impose sans cesse de nouvelles exigences tout en réduisant les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Le secteur agricole a besoin de sécurité de planification. Les investissements dans les bâtiments, les machines ou les installations de production valent pour plusieurs décennies. C'est pourquoi nous allons aussi nous engager de toutes nos forces lors des prochains débats sur le budget fédéral pour un financement suffisant de l'agriculture.

La politique agricole à partir de 2030, ou PA30+, constitue un autre sujet actuel. La consultation à son sujet est en cours. Cette politique promet une marge de manœuvre entrepreneuriale plus importante, moins de bureaucratie et une orientation plus marquée vers la création de valeur. Ce sont des objectifs que nous saluons. Le secteur agricole a besoin de liberté pour pouvoir agir de manière entrepreneuriale. Il lui faut des conditions équitables sur le marché et la possibilité de tirer un revenu adéquat de la production alimentaire. Pour cela, la transformation, le commerce et la consommation doivent également apporter leur contribution. La PA30+ doit renforcer l'agriculture productive et créer des perspectives économiques. Car sans exploitation en bonne santé économique, point d'agriculture durable.

L'année prochaine auront lieu les élections fédérales. Celles-ci seront d'une grande importance pour l'agriculture. Ces dernières années, nous avons pu constater à quel point la composition du Parlement influence nos possibilités en politique. Après les élections de 2019, il a été particulièrement difficile pour le secteur agricole de rallier des majorités. De nombreuses interventions et revendications ont conduit à de nouvelles restrictions et obligations qui nous préoccupent encore aujourd'hui. Je pense notamment à digiFLUX. Les élections de 2023 ont permis d'améliorer la situation. Mais il faut reconquérir les majorités politiques pour chaque dossier. À partir de 2028, nous aurons également besoin de parlementaires qui reconnaissent nos prestations et qui soient prêts à défendre nos intérêts. Il ne s'agit pas uniquement de notre représentation au Parlement. Il s'agit aussi de nos alliées et alliées dans les différents partis. Des personnes qui comprennent l'agriculture et qui s'engagent en sa faveur.

Il est aussi question de majorités politiques dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les États du Mercosur. Pour l'agriculture suisse, cet accord est tout sauf dénué de problèmes. C'est pourquoi nous nous sommes exprimés de manière critique dès le début et que nous avons indiqué clairement que ce n'est pas à l'agriculture de payer l'addition pour les intérêts d'exportation d'autres secteurs économiques. Notre engagement lors des négociations nous a permis d'obtenir des mesures d'accompagnement en faveur des exploitations agricoles de l'ordre de 577 millions de francs. Le fait que l'Union suisse des paysans ne soutienne pas le référendum contre cet accord ne signifie donc en aucun cas que nous en soyons soudainement devenus des partisans enthousiastes. Il s'agit plutôt du résultat d'un minutieux examen stratégique. Nous devons nous demander ce qui est le plus bénéfique pour l'agriculture sur le long terme. Un référendum nous opposerait aux forces politiques du soutien desquelles nous avons absolument besoin dans de nombreux autres dossiers. C'est précisément dans le cadre des finances fédérales, de la PA30+ ou de la protection de notre capacité de production qu'il nous faut des majorités solides au Parlement. Si l'Union suisse des paysans met ce soutien en jeu, nous risquons d'être perdants dans de nombreux autres dossiers. Pour notre agriculture, ce serait cher payé et, de mon point de vue, trop cher payé.

Mesdames et Messieurs les délégués, chers invités, Les temps qui viennent eux non plus ne seront pas ennuyeux. Nous devrions tout de même prendre consciemment un peu de temps pour « nous ennuyer ». C'est justement dans les périodes difficiles qu'il faut réfléchir, planifier de manière ciblée et se concentrer sur l'essentiel. Pour moi, cet essentiel est clair : nous voulons une agriculture suisse forte, diversifiée et économiquement viable. Nous voulons des exploitations agricoles familiales qui produisent des denrées alimentaires, gèrent nos ressources naturelles de manière responsable et aient un avenir. À cet effet, nous

avons besoin de bonnes conditions cadres, et ce aussi bien sur le marché qu'en politique. Et nous devons aussi nous montrer unis. Je vous remercie toutes et tous de votre engagement quotidien, de votre soutien et de votre confiance. C'est en ce sens que je vous souhaite la cordiale bienvenue à l'Assemblée des délégué(e)s de l'Union suisse des paysans.